



**66/CERET/PRADES/ENERG. SS PREF
SOUS-PREFECTURES CERET ET PRADES
66 CERET - PRADES**


**SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES
COMPTES
PUBLICS
75572 PARIS CEDEX 12**

Opération de catégorie 2

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination**

P.G.C.

Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
01/10/2021	Rev0	VERSION INITIALE	Olivier BOTTEAU 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.3. Inspections Communes	8
2.4. PPSPS	8
2.4.1. Pénalités	9
2.5. Sous-traitance	9
2.5.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.5.2. Transmission du PGC	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant	9
2.6. Intérimaires	9
2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.8. Travailleurs indépendants	10
2.9. Protections individuelles	10
2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	12
3.2.4. Signalisation	12
3.2.5. Stationnements	12
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	13
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	13
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	13
3.3.2. Plan d'installation de chantier	13
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	13
4. MESURES DE COORDINATION SPS	15
4.1. Définition des risques particuliers	15
4.2. Analyse de risques	16
4.3. Co-activités et protections collectives	18
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	18
4.3.2. Déplacement de protection collective	19
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	19
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	19
4.4. Equipement de levage	19
4.4.1. Autorisation de survol	19
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	19
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	20

4.5.1. Approvisionnements et stockage	20
4.5.2. Travaux superposés	20
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	20
4.5.4. Protection contre le bruit	20
4.5.5. Protection contre l'incendie	20
4.5.6. Travaux en hauteur	20
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	21
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	21
4.6. Moyens communs	21
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	22
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	22
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	22
4.6.4. Protection des accès – Auvents	22
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	22
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	23
5.1. Stockages sur le chantier	23
5.2. Nettoyage	23
5.3. Enlèvement des déchets	23
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	23
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	24
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	24
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	25
6.1. Déclarations particulières	25
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	25
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	25
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	25
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	25
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	25
6.7. Locaux témoins	25
7. ORGANISATION DES SECOURS	26
7.1. Téléphone de secours	26
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	26
7.3. Travail isolé	26
7.4. Procédure d'organisation des secours	26
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	26
7.6. Point de rencontre secours	26
7.7. Modèle de fiche de secours	27
ANNEXES AU P.G.C.	28

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Sur les pièces reçu la semaine 39 par l'AMO:

- Dossier APV PRO sans les CCTP uniquement les pièces graphiques
- Diagnostiques amiantes et plombs,

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Sous-Préfecture de Céret – Résidence du Sous-Préfet :

- Remplacement de la chaudière existante par une chaudière gaz avec raccordement sur réseaux extérieur et réfection de la chaufferie
- Mise en place d'une ventilation mécanique avec bouches d'extraction dans les pièces humides
- Rebouchage des conduits de cheminée
- Remplacement des points lumineux par des ampoules LED
- Remplacement des menuiseries extérieures
- Isolation des combles et fermeture de l'accès au combles avec porte d'accès
- Rafranchissement du Grand Salon et de 3 chambres

Options :

- Rénovation de la façade sur pignon et jardin -> Prévoir de scinder l'option en deux : rénovation de la façade sur jardin et rénovation de la façade sur pignon

Autres prestations :

- Etude de structure : les fissures sont liées à l'époque de bâtiment, préconisations d'agrafes en façade -> Etude à transmettre par OTCE

Sous-Préfecture de Prades :

Résidence du Sous-Préfet

- Neutralisation de la chaufferie existante (y compris rebouchages) et création d'une nouvelle chaufferie avec chaudière à bois type granulés
- Isolation des combles

Sous-Préfecture :

- Mise en place d'une ventilation mécanique avec bouches d'extraction dans les pièces humides
- Remplacement des points lumineux par des ampoules LED

Options :

Résidence du Sous-Préfet

- Chaufferie bois mixte à silo rotatif pour bois déchiqueté et plaquettes

Sous-Préfecture :

- Isolation des combles de l'administration
- Climatisation des bureaux -> à supprimer

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Lots séparés

Nomenclature des lots à définir par la maîtrise d'œuvre

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 mars 2022

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Aucune démarche environnementale n'est initiée dans le cadre de cette opération.

Les entreprises doivent gérer quotidiennement leurs déchets avec emport en décharge,

Les lieux d'interventions devront être rendus propres et sans matériaux ni matériels au départ de l'entreprise chaque soir,

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Nombre d'entreprises intervenantes : +/- 5 à 10

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Inférieur à 1 000 hommes/jour

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	PUBLICS 75572 PARIS CEDEX 12	christian.duriez@pyrenees-orientales.gouv.fr	CHRISTIAN DURIEZ
Maîtrise d'œuvre	ARTE FACTA	171 Avenue du Général de Gaulle 66500 PRADES	pierre.martinez@wanadoo.fr	Pierre MARTINEZ
Assistant Maîtrise d'ouvrage	KARDHAM	38Rue Alfred Duméril 31400 TOULOUSE	0638895971 cbousquet@kardham.com	Chloé BOUSQUET
Bureau d'étude	OTCE BET Fluides	23 Rue de la Sardane 66000 PERPIGNAN	0614514753 ocoste@otce.fr	Olivier COSTE
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS PERPIGNAN LR	Site Naturopôle Bâtiment E 3 Boulevard de Clairfont 66350 TOULOUGES	0672448730 olivier.botteau@bureauveritas.com	Olivier BOTTEAU
CARSAT	CARSAT LANGUEDOC ROUSSILLON	29 Cours Gambetta - CS 49001 34068 MONTPELLIER CEDEX 2	pascal.sinczak@carsat-lr.fr	M. Pascal SINCZAK
Inspection du travail	DIRECCTE LANGUEDOC ROUSSILLON	Unité Territoriale des PYRENEES ORIENTALES 76 Bld Aristide Briand 66026 PERPIGNAN CEDEX	oc-ud66.uc1@direccte.gouv.fr	Mme ou Mr L'Inspecteur
OPPBTP	OPPBTP LRO	Immeuble Fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 Montpellier	occitanie@oppbtp.fr	Stéphane ROIG

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.4.1. Pénalités

Sans Objet

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.5. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.5.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.5.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.5.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.6. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Présence d'amiante de type Chrysotile au niveau des fenêtres de la pièce n°5 au 2ème étage de la sous préfecture de PRADES

L'entreprise chargée de déposer ces ouvrages devra avoir la qualification correspondante,

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Il convient de définir, avec le Maître d'oeuvre du projet et le responsable de l'établissement, la localisation de ces accès, ainsi que les modalités pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

L'ensemble des branchements pour les réseaux provisoires seront réalisés en concertation avec le représentant technique de l'établissement,

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

ATTENTION : Le chantier est en permanence « Clos et Indépendant » : Aucune intrusion de « tiers » et entreprise étrangère au projet ne peut être envisagée.

Des panneaux réglementaires sont mis en place, sur celle-ci : "Chantier interdit au public", En dehors des horaires du chantier, le chantier sera fermés à clé.

Les zones de stockages à l'extérieur du bâtiment seront sous clôture de chantier,

3.2.2. Accès

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie par chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes devra être communiquée au MO + AMO + MOE + SPS, y compris les habilitations de chacun avant toute intervention,

3.2.3. Circulations

Opération en milieu occupé : toutes les précautions sont prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manœuvres par un agent de surveillance.

Respecter espaces dédiés au chantier,

3.2.4. Signalisation

A la charge de chaque intervenant pour les occupations ponctuelles d'espaces publics

3.2.5. Stationnements

En concertation avec l'AMO, la MOE et l'exploitant, une zone de chantier sera attribuée

3.2.6. Stockage

Dans l'hypothèse de stockage en dehors de l'emprise des travaux, celle-ci sera sous l'emprise d'une zone clôturée.

Le stockage à l'intérieur devra être réalisé en concertation avec le MO, l'AMO, la MOE, l'exploitant, afin qu'il ne représente pas une gêne pour leur intervention ou génère un risque.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Depuis le raccordement indiqué par le responsable de l'établissement, l'entreprise d'électricité mettra en place un ou des coffrets de chantier normalisés, dont l'alimentation tiendra compte des besoins de puissance formulé par tous les corps d'états.

Cette installation provisoire de chantier fera l'objet d'une vérification initiale avant mise à disposition des autres corps d'états.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Mise à disposition par l'établissement, maintenance à la charge des entreprises

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le nettoyage du chantier + évacuation est assuré quotidiennement par l'ensemble des entreprises présentes

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

/

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **MOE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

/

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **TCE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	TCE	TCE	Fin des travaux
Accès	/	/	Fin des travaux
Circulations	/	/	Fin des travaux
Signalisation	TCE	TCE	Fin des travaux
Stationnement	L'établissement	TCE	Fin des travaux
Stockage	TCE	TCE	Fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	L'établissement	Electricien / Plombier	Fin des travaux
Coffret électrique général	/	/	Fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricien	Electricien	Fin des travaux

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Cantonnement	L'établissement	TCE	Fin des travaux
Infirmierie de chantier	Individuellement	Individuellement	Fin des travaux
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Fin des travaux
PIC	MOE	TCE	/
Protections collectives	Propre	TCE	Fin des travaux
Accès hauteur communs	/	/	Fin des travaux
Déchets - Gravats	TCE	TCE	Fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 RISQUES COMMUNS A TOUS		Tous corps d'états	Déplacement de plain-pied Choc, coupure, piqure Manutention manuelle Travail en hauteur Travaux à point chaud Eclairage	
2 AMIANTE		Désamiantage	Contact électrique direct ou indirect Amiante Amiante	. Chantier clos et indépendant .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - RISQUES COMMUNS A TOUS

Tous corps d'états

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<p>Nettoyage au fur et à mesure de vos postes de travail avec emport en bennes des chutes et déchets.</p> <p>Les approvisionnements ne doivent pas présenter de gêne ou de risque lors des déplacements.</p>	Ne pas circuler si la zone est encombrée et présente un risque de chute de plain-pied.
Choc, coupure, piqure	<p>Toutes les entreprises veilleront à ce que leur personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuels adéquats à leur activité et à l'environnement.</p> <p>Chaque entreprise précisera l'affectation des équipements personnels, conformément aux règles en vigueur - destinés à prévenir contre les risques d'accidents</p>	
Manutention manuelle	<p>Respecter les gestes et postures ainsi que la charge admissible par personne.</p> <p>Il est recommandé de privilégier les manutentions mécaniques au détriment des approvisionnement manuels ceci afin de supprimer les risques de TMS sur le chantier</p>	Lors d'approvisionnement d'autres corps d'états, ne pas gêner la manutention.
Travail en hauteur	<p>Art. R. 4323-63 – « Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif ».</p> <p><u>Les entreprises utiliseront :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - P.I.R.L. (plateformes individuelles roulantes légères) conformes à la NFP 93-353, - P.I.R. (plateformes individuelles roulantes) conformes à la NFP 93-352, - Echafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur conformes à la NFP 93-520. <p>Usage de nacelles élévatrices à jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé.</p> <p>Le rapport et le registre de vérification devront être mis à disposition sur le chantier.</p> <p>Le conducteur ou surveillant d'élévateur de personnel devra avoir toutes les qualifications réglementaires (CACES + autorisation de</p>	Pas d'intervention à l'aplomb des travaux en hauteur

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	conduite).	
Travaux à point chaud	Extincteur adapté et contrôlé sur poste de travail.	
Eclairage	Laisser des éclairages existants en place pour permettre l'intervention des autres entreprises.	Faire toute remontée d'information, si présence de zones sombres ou nécessité de faire un relamping et ne pas intervenir.



Séquence : 2 - AMIANTE

Désamiantage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de l'absence d'organes de commandes généraux (coffret élec, point d'eau, ...) dans la zone de confinement.	.
Amiante	Plan de Retrait	.
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition. Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque entreprise est responsable de la sécurité et la santé de ses salariés,
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

COVID 19 :

Nous leur rappelons l'obligation des entreprises de l'application de l'article L 4121-1 du Code du Travail, « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. ».

A ce titre et dans le cadre de l'organisation du chantier :

1) Locaux de la base de vie commune:

- Ces locaux, en phase exploitation, devront être nettoyés quotidiennement,
- Ces mêmes locaux doivent être équipés d'eau potable, de savon, du gel hydro alcoolique, de lingette, de poubelle avec ouverture à pédales, d'essuie-mains papier et d'affichage spécifique COVID 19,

2) Contrôle d'accès du personnel:

- Renforcer la vigilance sur la bonne tenue d'un registre des entrées/sorties du chantier (afin de pouvoir retrouver toutes personnes ayant été en contact en cas de contagion).

3) Lutte contre la contamination ou propagation du virus:

- Mettre à disposition de votre personnel les EPI requis (gants, masque et gel hydro alcoolique),
- Respecter les gestes barrières, aussi bien sur le poste de travail, dans le réfectoire, comme dans le transport jusqu'au chantier !!!!!,
- Organisation par le MOE du flux des personnes dans les circulations communes et sur les postes de travail,

4) A noter avant intervention :

- Les entreprises devront établir un PPSPS en mentionnant les dispositions prises pour respecter les gestes barrières (Transport des salariés - Organisation des ateliers de productions - Hygiène - Restauration - EPI requis).

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dégageant de la poussière, une aspiration ou une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, . . .).

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le

nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Mise en place d'extincteurs adaptés et contrôlés à proximité immédiate des postes de travail par points chauds où générateur d'étincelles où par flammes sont mis en œuvre.

Arrêt des travaux par point chaud, deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le conducteur ou surveillant d'élévateur de personnel devra avoir toutes les qualifications réglementaires (CACES + autorisation de conduite).

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.
L'entreprise propriétaire de l'échafaudage, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de ses postes de travail et emport quotidien des déchets en décharge

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de ses postes de travail et emport quotidien des déchets en décharge

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet
- Autorisations concessionnaires - Sans objet

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Sans objet

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Travaux en milieu occupé, les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas exporter du risque vers les occupants,

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

/

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

/

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

A obtenir auprès du responsable sécurité de l'établissement

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

/

6.7. Locaux témoins

/

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent être affichées sur la face intérieure du chantier à proximité de l'accès principal et connu de tous

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

En cas d'accident appeler les secours au 112,

Prévenir le SST sur site, le chef d'entreprise, le MOE et le CSPS

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

/

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 66/CERET/PRADES/ENERG. SS PREF

Adresse : SOUS-PREFECTURES CERET ET PRADES 66 CERET - PRADES

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

/

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-COVID V16
- DHOL 1